

18 novembre 1738 : traité de Vienne entre l'Autriche et la France.

Le traité de Vienne de 1738 signé le 18 novembre 1738 entre l'Autriche et la France met fin entre ces deux pays à la Guerre de Succession de Pologne. Il comporte plusieurs dispositions dynastiques, qui modifient la carte politique de l'Europe et assurent un nouvel équilibre entre les deux puissances.

Des préliminaires de paix sont signés à Vienne dès novembre 1735, trois ans avant le traité final, entre la France de Louis XV et l'empereur Charles VI, chef de la maison de Habsbourg, archiduc d'Autriche, roi de Hongrie et de Bohême.

Ces articles préliminaires sont suivis d'une convention d'application, signée à Vienne le 28 août 1736, relative aux modalités de la cession de la Lorraine, acceptée par une déclaration de François III de Lorraine du 13 décembre 1736.

En contrepartie, Louis XV reconnaît la Pragmatique Sanction, par laquelle, en 1713, Charles VI avait établi qu'en l'absence d'un fils, le patrimoine des Habsbourg reviendrait à sa fille aînée. En 1736, celle-ci, l'archiduchesse Marie-Thérèse, épouse François III.

- L'Électeur de Saxe, devenu en 1733 roi de Pologne sous le nom d'Auguste III, est maintenu sur le trône de Pologne, son rival Stanislas Leszczyński, aussi élu en 1733, abandonnant toutes ses prétentions, tout en conservant le titre de *roi de Pologne*.
- En dédommagement, Stanislas reçoit les duchés de Lorraine et Bar à titre viager ; à sa mort, ils seront réunis au royaume de France (ce qui surviendra en 1766).
- François III abandonne ses droits sur les duchés de Lorraine et de Bar et se voit offrir en échange le grand-duché de Toscane. En tant qu'époux de Marie-Thérèse, il pourra accéder au trône impérial (accès cependant conditionné par une élection). François conserve quelques territoires mineurs en Rhénanie : les comtés de Falkenstein (près du Mont Tonnerre), de Sarrewerden, de Zutphen. Parmi ses titres lorrains désormais honorifiques, il conserve celui de marquis de Nomeny qui lui donne un rang princier et le droit de siéger aux Diètes d'Empire.
- Don Carlos, fils de Philippe V d'Espagne et d'Élisabeth Farnèse, renonce à la Toscane et reçoit en échange les royaumes de Naples et de Sicile que lui cède l'Empereur : don Carlos devient ainsi roi des Deux-Siciles et inaugure la dynastie des Bourbons de Naples.
- Le roi de Sardaigne obtient Novare et une partie du Duché de Milan.
- Enfin, Elisabeth de Bourbon, fille aînée de Louis XV, épouse Philippe 1^{er}, duc de Parme, frère de don Carlos : c'est le rétablissement de l'alliance dynastique entre la France et l'Espagne.

La convention de 1736 est appliquée dès que possible, avant même le traité final, puisque Stanislas Leszczyński prend possession des duchés de Bar et de Lorraine dès mars 1737.

François III devient grand-duc de Toscane à la mort de Jean-Gaston de Médicis en juillet 1737.

En ce qui concerne la succession au trône impérial, il faudra un nouveau conflit, la guerre de Succession d'Autriche (1740-1748), pour que François III puisse être élu empereur en 1745 sous le nom de François 1^{er}.

18 novembre 1793 : bataille de Pontorson (victoire des Vendéens).

Après leur échec au siège de Granville, le 15 novembre 1793, les forces vendéennes se débandent et se replient en désordre sur Avranches, où elles ont laissé derrière elles les bagages, les blessés, les femmes et les enfants avec une partie des troupes en réserve sous le commandement de Fleuriot.

Le 16 novembre, l'état-major vendéen tient son conseil de guerre à Avranches. Le généralissime Henri de La Rochejaquelein adopte alors le plan de marcher sur Caen.



Henri de la Rochejaquelein.

Le matin du 17 novembre, La Rochejaquelein se met en route pour Villedieu-les-Poêles, mais il n'est suivi que par un millier d'hommes. Il renvoie alors Stofflet à Avranches afin de remettre de l'ordre parmi les troupes. Mais les Vendéens, démoralisés par leur défaite et ravagés par la dysenterie, refusent d'obéir à leurs chefs et prennent la direction inverse en s'engageant sur la route de Pontorson, déjà parcourue à l'aller, avec l'intention de regagner la Vendée.

Cependant les premiers à s'engager sur le chemin du retour se heurtent au Pont-au-Bault, sur la Sélune, à deux détachements de 25 chasseurs à cheval menés par le général Boüin de Marigny et le capitaine Maillot, de la division Kléber. Plusieurs combattants, ainsi que des femmes et des enfants, sont sabrés par les cavaliers. Selon Kléber, plus de 80 « *brigands* » sont tués par le détachement de Maillot. L'affaire sert d'avertissement aux Vendéens, qui évitent de se disperser et restent à Avranches pour y passer la nuit.

De leurs côtés, les forces républicaines, divisées en plusieurs colonnes, se rapprochent des forces royalistes avec l'intention de les acculer contre la baie du Mont-Saint-Michel. L'armée des côtes de Brest et l'armée de l'Ouest sont alors théoriquement sous les ordres du général Jean-Antoine Rossignol, mais la planification des opérations est assurée dans les faits par le général Jean-Baptiste Kléber. Celui-ci prend position avec Rossignol et le gros des troupes à Antrain, tandis que depuis Granville une colonne de 6 000 hommes de l'Armée des côtes de Cherbourg commandée par le général Sepher fait mouvement en direction d'Avranches et qu'une autre de 4 000 hommes venue de Dinan et commandée par le général Tribout prend position à Pontorson.

L'Armée catholique et royale compte alors environ 30 000 hommes et 40 à 50 pièces d'artillerie. Le 14 novembre, un espion du Comité de salut public chiffre le nombre des canons vendéens à précisément 47. Les effectifs de la cavalerie sont estimés de 200 à 1 500 selon les témoignages. L'armée est également accompagnée par une foule de non-combattants : blessés, vieillards, femmes et enfants, dont le nombre va de 10 000 à 120 000 selon les témoins.

Seule une partie de l'armée vendéenne prend véritablement part à la bataille. Les non-combattants et les troupes d'arrière-garde, moins combattives ou affaiblies par les maladies, restent à Avranches pendant toute la journée du 18 novembre et ne rejoignent le reste de l'armée que le lendemain. Dans ses mémoires l'officier vendéen Louis Monnier estime que seuls 6 000 hommes d'avant-garde participent réellement au combat de Pontorson. Cette avant-garde est en bonne partie constituée de Mayennais et de Bretons des environs de Laval et de Fougères, qui forment alors un corps d'environ 6 000 à 10 000 hommes appelé la « *Petite Vendée* ».

L'armée est commandée par le généralissime Henri de La Rochejaquelein. Le major général Jean-Nicolas Stofflet reste à Avranches avec l'arrière-garde pendant toute la journée du 18 novembre et ne participe pas à la bataille.

La colonne républicaine présente à Pontorson est commandée par le général Auguste Joseph Tribout. D'après une situation de l'état des troupes dressée le 14 novembre, elle

compte 4 000 hommes. Ce nombre est également donné par le général Vergnes, chef de l'état-major républicain, dans un rapport qu'il rédige le jour même de la bataille. Le 21 novembre, le commissaire du Comité de salut public Marc-Antoine Jullien évoque 4 400 hommes dans un rapport. Rossignol fait mention de 5 000 à 6 000 soldats le 18 novembre. Tribout affirme quant à lui après la bataille qu'il n'était à la tête que de 3 000 hommes, mais il pourrait avoir donné ce nombre dans le but de minorer ses pertes.

Appelée en renfort alors qu'elle se trouvait à Brest, cette colonne participe à sa première bataille contre les Vendéens. D'après Vergnes, elle est constituée de « *bonnes troupes* ». L'artillerie est quant à elle constituée de 14 canons.

Le matin du 18 novembre, les Vendéens sortent en masse d'Avranches et prennent la route de Pontorson. Au même moment, plusieurs centaines de chasseurs à pied et à cheval lancent un assaut pour reprendre le Pont-au-Bault. L'attaque échoue et les républicains, trop peu nombreux, prennent la fuite et sont poursuivis jusqu'à Pontorson par la cavalerie royaliste menée par Henri Forestier et par une partie de l'infanterie. Cependant, à la vue de l'armée du général Tribout, les Vendéens s'arrêtent devant la ville.

La peur se répand parmi les combattants vendéens qui fléchissent et commencent à réclamer le retour leur général. La Rochejaquelein est alors à Avranches, lorsqu'il reçoit un aide de camp venu lui demander de revenir se mettre à la tête de l'armée. La Rochejaquelein se met à cheval et arrive deux heures plus tard devant Pontorson.

Les républicains se déploient à l'est de Pontorson, au niveau du village de Cogé, qui domine un marais. Certaines unités sont positionnées au nord et au sud du bourg pour protéger les ailes, jusqu'à la rivière du Couesnon, qui file à l'ouest de Pontorson. Sept canons sont placés en échelons sur la route d'Avranches au nord-est, quatre le sont sur la route de Saint-James au sud-est, deux à l'ouest, derrière le pont sur le Couesnon, et un dernier en première ligne, à la droite du front. Les Vendéens arrivent par la route d'Avranches.

La bataille s'engage sous une pluie torrentielle, entre trois et quatre heures de l'après-midi, peu de temps avant la tombée de la nuit. Les Vendéens lancent l'attaque divisés en deux branches disposées de part et d'autre de la route afin de déborder les patriotes sur leurs flancs. Les Vendéens combattent en tirailleurs, tandis que les républicains se forment en ordre serré ou en carré.

Pendant environ quatre heures, les deux camps s'opposent dans une longue fusillade. D'après le rapport du commissaire du Conseil exécutif, le général Tribout se montre plus pressé de se battre lui-même que de s'occuper de la direction des opérations et se porte « *à sa principale batterie, fournissant de ses propres mains la mitraille à ses canonniers ; et pendant ce temps-là sa troupe était cernée, enveloppée, hachée en pièce* ». À sept heures et demi du soir, les canons républicains n'ont plus de munitions. Avec la venue de la nuit noire, les Vendéens s'approchent de plus en plus près des positions patriotes, puis ils lancent l'assaut en poussant de grands cris pour épouvanter leurs adversaires. Pendant environ une heure, de sept heures et demie à huit heures et demie du soir, les combattants s'affrontent avec acharnement au corps-à-corps et à la baïonnette. Après avoir opposé une longue résistance, les républicains reculent et les combats gagnent l'intérieur du bourg de Pontorson. Tous leurs canons et leurs

drapeaux sont enlevés et ils finissent par être mis en déroute.

Les Vendéens s'emparent du pont sur le Couesnon et coupent la retraite d'une partie des troupes qui se retrouvent cernées et massacrées dans la rue principale et dans les cours des maisons. Après l'apparition d'un clair de lune, une ultime contre-attaque est tentée par quelques centaines d'hommes du 77^e régiment d'infanterie, qui après s'être ralliés sur les routes d'Antrain et de Saint-James, attaquent les Vendéens sur leur flanc gauche, au sud du bourg. Cependant, un assaut mené par La Rochejaquelein les repousse définitivement.

La bataille s'achève entre huit heures et demi et neuf heures du soir. Dans la soirée, le commissaire Marc-Antoine Jullien arrive de Saint-Malo à Dol-de-Bretagne, où il tente de rallier les fuyards. Jullien décide de ne pas destituer Tribout, qu'il juge « *mou de caractère, sans fermeté, sans activité* », mais « *excellent patriote, brave soldat et républicain courageux* ». Un conseil de guerre décide bientôt l'évacuation de Dol et un repli sur Dinan, à 45 kilomètres à l'ouest. Certains fuyards rejoignent le gros de l'armée républicaine à Antrain, à douze kilomètres au sud.

Les pertes républicaines font l'objet d'estimations très divergentes. Le 23 novembre, le représentant en mission Louis Turreau écrit au Comité de salut public que les patriotes n'ont pas perdu 20 hommes. Le 24, les administrateurs de la Manche écrivent également au Comité : « *Notre perte à Pontorson ne s'élève pas à 50 hommes* ». Le général Tribout déclare dans son rapport qu'il « *ne regrette que 100 soldats* ». Kléber évoque pour sa part « *une perte d'environ 300 hommes* » d'après un « *témoin oculaire* ». Le bilan le plus élevé est donné par Louis Lesouchu, secrétaire de la municipalité de Boucey, qui participe à l'inhumation des cadavres. Dans une première note rédigée trois jours après la bataille, celui-ci fait mention de l'inhumation de 300 morts dans le village de Cogé. Puis, dans un procès verbal, il déclare estimer les pertes républicaines « *de 1 000 à 1 200 hommes* ».

Les Vendéens ne donnent pas de bilan mais font état d'un grand nombre de morts. L'officier Louis Monnier écrit dans ses mémoires : « *Nous arrivâmes à Pontorson et fûmes étonnés de voir autant de soldats républicains tués. Les rues en était [sic] jonchées, particulièrement une grande cour où ils s'étaient réfugiés. Des fenêtres des maisons qui donnaient sur cette cour, on les tuait comme des mouches* ». Billard de Veaux parle d'une « *complète déroute* » et d'un « *carnage épouvantable des Républicains* », en précisant que « *tout le matériel de l'ennemi, canons, fourgons, caissons, ambulances, etc., tomba au pouvoir des brigands* ». Selon Bertrand Poirier de Beauvais, quatorze pièces de canon et deux obusiers sont capturés. Dans ses « *Souvenirs* » rédigés en 1795, Pauline Gontard des Chevalleries, alors âgée de 16 ans, écrit que « *le chemin était jonché de morts* ». Victoire de Donnissan de La Rochejaquelein, veuve du général Lescure, évoque « *un massacre énorme. Dans cette nuit on ne voyait que morts, ma voiture passait dessus, il était nuit, nous sentions les secousses, et les roues cassaient les os de ces cadavres : ce bruit horrible ne me sortira jamais de la tête. Comme le combat était à peine fini, on n'avait pas eu le temps de ranger les cadavres ; quand je fus pour descendre de voiture, on fut obligé d'en retirer un, sans quoi je mettais le pied sur sa poitrine ; dans un seul pré, à droite, il y en avait 160* ».

Plusieurs années après la bataille, Théodore de Quatrebarbes affirme que d'après des survivants vendéens qu'il a interrogé, les républicains n'ont compté que 10 rescapés sur les

600 hommes engagés dans l'assaut du Pont-au-Bault, au matin du 18 novembre. Ce bilan semble cependant exagéré.

Les pertes vendéennes ne sont pas connues. Selon Pauline Gontard des Chevalleries : « *Quelques soldats royalistes perdirent la vie dans cette affaire, mais on n'eut à regretter aucun officier* ». Billard de Veaux écrit cependant : « *d'environ 100 jeunes gens de connaissance, faisant ordinaire ensemble, suivant l'occasion, au début de la campagne, nous étions encore 5 au soir de cette affaire* ». Plusieurs auteurs évoquent la mort de René Forest, officier de cavalerie. Grièvement blessé à Pontorson, il aurait succombé à La Flèche. Un jeune Lavallois, Louis Hosnard de La Malonnière, âgé de 19 ans, est également tué.

Kléber attribue la responsabilité de la défaite à Tribout, qui selon lui aurait dû abandonner le bourg de Pontorson aux Vendéens pour établir ses défenses derrière le pont sur le Couesnon : « *Il est certain que si, au lieu de se porter, contre toutes les règles de la guerre en avant du pont de l'étang, il se fût contenté de défendre le défilé, il aurait arrêté l'ennemi* ». Le 21 novembre, le commissaire Marc-Antoine Jullien critique quant à lui l'inaction de l'armée de Rennes, commandée par Rossignol et Kléber.

En 2010, le lieutenant-colonel Paul Liguine attribue la responsabilité de la déroute à Kléber, qui selon lui a fait preuve d'un excès de prudence et n'a pas envoyé de renforts à Pontorson alors qu'à seulement 12 kilomètres de là il avait plus de 20 000 hommes avec lui à Antrain. Le commissaire Benaben indique que le bruit de la canonnade était audible depuis Antrain et qu'« *aussitôt qu'on eût vent à Pontorson de la marche des ennemis, on dépêcha plusieurs ordonnances au quartier-général qui était à Antrain, mais on n'y eut aucun égard* ». Tribout, quant à lui, respectait son ordre de marche et avait pris position à Pontorson conformément aux ordres qui lui avaient été donnés.

Les Vendéens restent à Pontorson toute la journée du 19 novembre où ils sont rejoints par les troupes restées en arrière à Avranches. Le matin du 20, ils se mettent en route en direction de Dol-de-Bretagne. Le même jour, le général républicain Westermann reprend Pontorson et y massacre les blessés vendéens restés dans la ville avant de se lancer à la poursuite des traînards sur la route de Dol. Avranches est occupée le 21 novembre par les troupes de Sepher, mais épuisées par une longue marche elles ne poursuivent pas plus en avant. Sur ordre de la municipalité, 55 à 60 blessés et malades vendéens trouvés à l'hôpital sont mis à mort, tandis que le représentant en mission Laplanche fait fusiller 800 traînards. Le 27 novembre, la colonne de Sepher occupe Pontorson.

18 novembre 1914 : bataille navale du cap Sarytch.

La **bataille du cap Sarytch** est une bataille navale qui eut lieu le 18 novembre 1914 au large du cap Sarytch, dans la mer Noire, pendant la Première Guerre mondiale. Elle opposa la flotte russe, commandée par le vice-amiral Eberhardt, aux navires allemands, battant pavillon turc mais à équipage entièrement germanique, les SMS *Goeben* et SMS *Breslau*, commandés par le contre-amiral Souchon. Elle se termina par la retraite de ces derniers.

Navires engagés :

- Russie
 - pré-dreadnought *Evstafii*, navire amiral - 33 tués, 25 blessés
 - pré-dreadnought *Jean Chrysostome*
 - pré-dreadnought *Panteleïmon*
 - pré-dreadnought *Trois Hiérarques*
 - pré-dreadnought *Rostislav*
 - croiseur *Almaz*
 - 1 autre croiseur, le *Pamiat Merkouria* - 12 torpilleurs
- Allemagne
 - croiseur de bataille SMS *Goeben*, rebaptisé *Yavuz Sultan* - endommagé
 - croiseur léger SMS *Breslau*, rebaptisé *Midilli*

18 novembre 1916 : fin de la bataille de la Somme.

La bataille de la Somme en 1916, lors de la Première Guerre mondiale, a opposé les Alliés britanniques et français aux Allemands, à proximité de la Somme, essentiellement dans le département de même nom. Il s'agit de l'une des tragédies les plus sanglantes du conflit.

Conçue en décembre 1915, par Joffre, commandant en chef des armées françaises, l'offensive de la Somme dut être amendée du fait du déclenchement de la bataille de Verdun, le 21 février 1916. Foch fut chargé par Joffre de sa mise en œuvre. Les Français, qui devaient fournir l'effort principal, épuisés par la bataille de Verdun, durent la confier aux Britanniques.

Ce fut la première offensive conjointe franco-britannique de la Grande Guerre. Les forces britanniques lancèrent leur première opération d'envergure, et tentèrent avec les troupes françaises de percer les lignes allemandes fortifiées sur une ligne nord-sud de 45 km, proche de la Somme, dans un triangle entre les villes d'Albert du côté britannique, Péronne et Bapaume du côté allemand.

Il s'agit de l'une des batailles les plus meurtrières de l'histoire (hors victimes civiles) avec, parmi les belligérants, environ 1 060 000 victimes, dont environ 443 000 morts ou disparus. Pour la Première Guerre mondiale, dans ce sinistre classement, elle se place derrière l'offensive Broussilov, qui s'est déroulée sur le front de l'Est en Galicie, mais devant Verdun. La première journée de cette bataille, le 1^{er} juillet 1916, fut, pour l'armée britannique, une véritable catastrophe, avec 58 000 soldats mis hors de combat, dont 19 240 morts.

La bataille prit fin le 18 novembre 1916. Son bilan militaire fut peu convaincant. Les gains de territoires des Alliés furent très modestes, une douzaine de kilomètres vers l'est tout au plus, et le front ne fut pas percé. Les combats usèrent les adversaires, sans vainqueurs ni vaincus.

La bataille de la Somme se singularise, cependant, par deux innovations :

- sur le plan militaire, par l'utilisation, pour la première fois sur un champ de bataille, d'une arme nouvelle, le char d'assaut ;
- l'utilisation du cinéma à des fins de propagande : pour la première fois, un film, *La Bataille de la Somme*, saisit une grande partie des horreurs de la guerre moderne en incluant des images tournées lors des premiers jours de la bataille.

Ces événements furent également couverts par des photographes et peintres, comme François Flameng, peintre officiel des armées françaises, dont les nombreux croquis et dessins de ces événements parurent dans la revue *L'Illustration*.

La mémoire collective des Français n'a pas gardé un souvenir de la bataille de la Somme aussi important que celles des Britanniques, des Canadiens, des Sud-Africains, et surtout des Australiens et des Néo-Zélandais qui la considèrent comme un des événements fondateurs de leurs jeunes nations. Le 1^{er} juillet est une journée de commémoration sur les principaux lieux de mémoire du Commonwealth dans le département de la Somme, de même que l'ANZAC Day, la journée du 25 avril, notamment. Le mémorial national australien à l'étranger le plus connu se trouve à Villers-Bretonneux ; de même, les Britanniques ont fait édifier un imposant mémorial à Thiepval.



La bataille de la Somme

juillet-novembre 1916
Alain Denizot

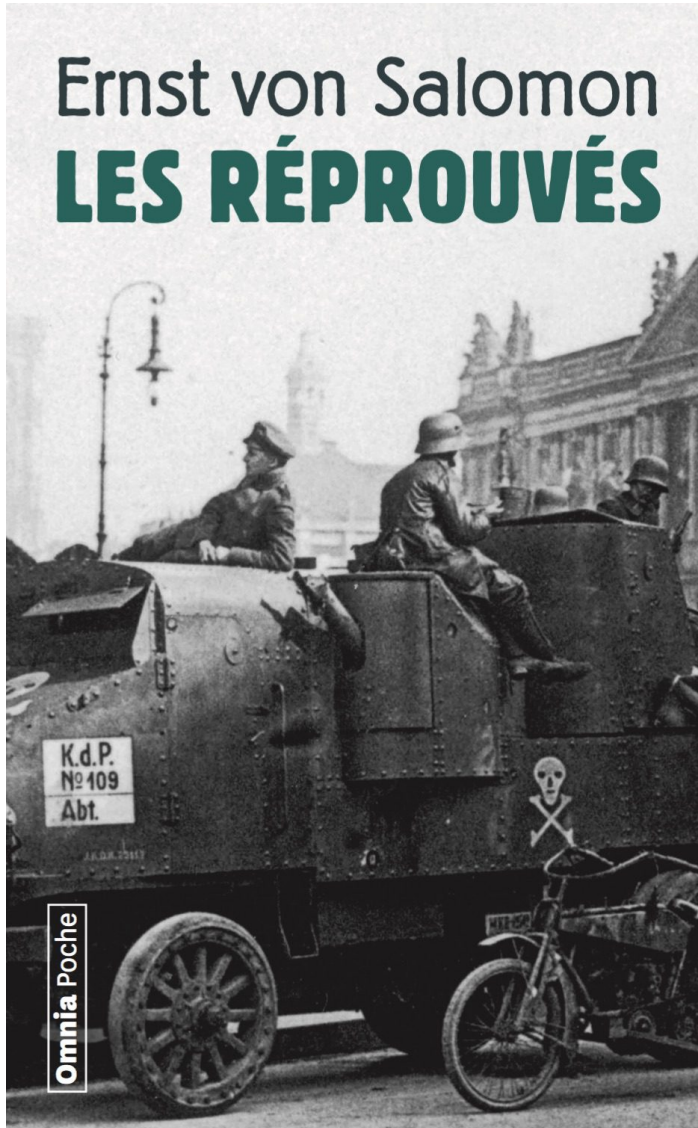


18 novembre 1918 : proclamation de l'indépendance de la Lettonie.

La défaite allemande et l'armistice qui s'ensuit le 11 novembre 1918 modifient complètement la donne. Les partis démocratiques lettons se réunissent le 17 novembre à Riga, toujours occupée par les troupes allemandes, et affirment que le comité est le seul pouvoir légal en

Lettonie jusqu'à l'élection d'une assemblée constituante. Karlis Ulmanis, de l'Union paysanne, est élu chef du gouvernement ; le 18 novembre l'assemblée déclare solennellement l'indépendance de l'État de Latvie (transcription française de l'époque) dans ce qui est aujourd'hui la salle du théâtre national. Néanmoins le gouvernement bolchévique réagit immédiatement à la défaite allemande : les tirailleurs lettons ralliés à la cause bolchévique pénètrent en territoire letton : les troupes allemandes qui, selon les termes de l'armistice, doivent de manière temporaire maintenir l'ordre, sont touchées par la propagande bolchévique : ils cèdent le terrain sans résister et en abandonnant leur armement. La nouvelle république lettone n'a aucune troupe à opposer. Les tirailleurs lettons occupent rapidement la Latgale et la Livonie. Les bolchéviques proclament le 17 décembre 1918 la République soviétique de Lettonie sous la présidence de Pēteris Stučka. Celui-ci installe son gouvernement à Valka, puis à Rīga lorsque celle-ci est prise par les Bolchéviques le 3 janvier 1919. Stučka fait adopter le 15 janvier 1919, une constitution calquée sur la Russie bolchévique, se proclame Président et Premier ministre, et instaure régime dictatorial : les opposants et les ennemis de classe sont pourchassés et dans certains cas exterminés, les entreprises et les exploitations agricoles nationalisées entraînant une forte désorganisation et une famine dans Riga qui entraîne le décès de plusieurs milliers d'habitants.

Le gouvernement d'Ulmanis qui s'est réfugié à Libau, dernière enclave à ne pas être occupée par les bolchéviques, ne dispose début janvier que de 300 hommes à opposer aux troupes bolchéviques. Il décide, contre l'avis d'une partie du conseil national, de faire appel aux Allemands en promettant la nationalité lettone et des terres aux volontaires. Ceux-ci sont nombreux et renforcés par des unités de l'armée allemande en déroute forment la Division de fer dont les effectifs atteignent 10 000 hommes. Le général allemand Rüdiger von der Goltz prend leur tête et chasse les troupes bolchéviques de la Courlande et de la Zemgale tandis qu'un bataillon letton de 1 600 hommes, qui avait jusque-là été coupé du gouvernement provisoire par l'avancée de l'Armée Rouge, fait reculer celle-ci au nord de la Daugava avec l'aide des troupes estoniennes avec lesquelles une alliance a été passée. Mais Rüdiger von der Goltz et les barons germano-baltes, appuyés en sous-main par le nouveau gouvernement allemand décident de renverser le gouvernement provisoire letton et mettent en place un gouvernement fantoche dirigé par le pasteur Andrievs Niedra. Le gouvernement Ulmanis doit trouver refuge sur les bateaux de la coalition alliée qui organisent le blocus de Libau. La Division de fer repasse à l'offensive et a rapidement le dessus sur les troupes bolchéviques, désorganisées et mal entraînées. Le 23 avril 1919, les troupes allemandes prennent Rīga, où ils massacrent toutes les personnes soupçonnées de sympathie bolchéviques faisant 4 000 morts, en représailles de massacres perpétrés par les rouges sur de nombreux ressortissants allemands avant leur fuite. Stučka s'enfuit et va se réfugier en Russie.



Von der Goltz fait ensuite avancer ses troupes vers la Livonie, sous prétexte de chasser les bolchéviques, mais en réalité pour en découdre avec les forces lettones fidèles au gouvernement provisoire et leurs alliés estoniens. La Division de fer est défaite par les troupes baltes au cours de la bataille de Wenden le 22 juin 1919. L'armée allemande doit reculer jusqu'à Riga. Alors que le traité de Versailles est ratifié le 23 juin, les alliés imposent le rétablissement dans ses fonctions du gouvernement provisoire et un arrêt des combats. Les membres de la Division de fer qui ne sont pas nés en Lettonie doivent rentrer en Allemagne tandis que les unités allemandes d'origine autochtones sont placées sous commandement letton. Mais von der Goltz ne renonce pas et décide de se mettre au service des armées des Russes blancs. Il reconstitue en Courlande un corps d'armée de 24 000 hommes, les **corps francs**, composé de volontaires allemands, d'unités du 6^e corps allemand et de 6 000 hommes de la Division de fer. Sous prétexte de soutenir l'offensive du général russe blanc Youdenevitch contre Petrograd, il fait marcher ses troupes en octobre 1919 sur Riga. Après avoir occupé les faubourgs défendus par de maigres effectifs lettons, il est finalement repoussé par les tirs des canons de la flotte alliée qui, exaspérée par le double jeu

allemand, a décidé d'intervenir. Les corps francs, repoussés par les troupes lettones puis battus par les troupes lituaniennes le 11 novembre, se réfugient en Prusse en laissant derrière eux un sillage de destruction et de meurtres.

Le gros de l'armée lettone déclenche l'offensive début janvier 1920 en Latgale occupée par les troupes bolchéviques. Les tirailleurs lettons, de l'Armée Rouge dont la fidélité n'est plus aussi sûre, ont été envoyés sur d'autres fronts et l'armée lettone affronte des troupes russes. Celles-ci sont progressivement repoussées et début février l'ensemble du territoire letton est reconquis. Depuis septembre 1919 les dirigeants russes, dont les armées sont engagées sur de multiples fronts, souhaitent signer un armistice. Après de longues discussions avec les deux autres États baltes pour définir une position commune vis-à-vis de la Russie et régler des contentieux frontaliers, la Lettonie signe le 11 août 1920 le traité de Rīga par lequel la Russie reconnaît la république de Lettonie et renonce définitivement à toute revendication territoriale. Par ailleurs le gouvernement letton conclut un accord avec l'Allemagne, par lequel la Lettonie renonce à exiger des compensations pour les dommages commis par les armées allemandes en échange de l'abandon des indemnités pour la nationalisation des terres des propriétaires germano-baltes. Cet accord ne sera jamais ratifié par l'Allemagne.

18 novembre 1922 : premier vol du Dewoitine D.1.

C'est un chasseur monoplace monoplane dont le premier vol eut lieu le 18 novembre 1922 à Pau avec le pilote George Barbot aux commandes. Il répondait au programme national C1 (chasseur monoplace) de 1921. Il possédait des ailes métalliques entoillées et un fuselage habillé de feuilles de duralumin. Il était motorisé par un Hispano-Suiza 8Fb 8 cylindres de 300 ch.

Le premier prototype sans réelle visibilité vers l'avant fut modifié en rajoutant un pylône entre le fuselage et la voilure qui devint ainsi de type parasol sous dénomination **D.1bis** construit en 8 exemplaires dont un pour la Tchécoslovaquie, le Japon et l'Italie et deux pour la Suisse.

Une nouvelle modification par l'ajout de mâts en V inversé à la place du pylône améliora encore la visibilité et donna naissance au modèle définitif **D.1ter**.

En novembre 1923, la Marine nationale passa commande de 44 exemplaires et le gouvernement garantissait une série de 150 **D.1ter**. Le premier D.1 de série fit son premier vol le 18 janvier 1925. Une trentaine furent destinés à être utilisés sur le porte-avions Béarn. Rencontrant un certain succès à l'export, 44 furent commandés par la Serbie et plus d'une centaine d'exemplaires furent construits sous licence par Ansaldo sous le nom d'**Ansaldo AC.2**.

Plus de 230 exemplaires auront été fabriqués au total.





18 novembre 1929 : lancement du sous-marin *Surcouf* (Cherbourg).

Le *Surcouf* est un croiseur sous-marin français ayant servi pendant la Seconde Guerre mondiale dans les Forces françaises libres. Il coule corps et biens dans la nuit du 18 au 19 février 1942 dans la mer des Antilles à la suite d'un abordage accidentel avec un cargo américain ou, version plus probable, à cause d'un bombardement par méprise de la part d'un hydravion américain. C'était, en tonnage, le plus grand sous-marin militaire du monde de son époque jusqu'à ce qu'il soit surpassé par les sous-marins japonais de la classe I-400 en 1943.

Les performances des sous-marins en surface ne cessant de s'améliorer, la plupart des marines étudièrent sérieusement la possibilité de sous-marin canonnier ou de croiseur sous-marin pouvant opérer en escadre ce qui nécessitait une vitesse en surface de 20 noeuds pour pouvoir suivre les cuirassés. Au moment de l'armistice de 1918, plusieurs croiseurs sous-marins rallièrent les ports anglais et parmi eux, deux furent livrés à la France, les U-136 et U-139 qui allaient grandement inspirer le projet Q de sous-marin canonnier.

Si dans un premier temps la priorité fût donné aux sous-marins de grande et moyenne patrouille, l'idée d'un sous-marin de grand tonnage, capable d'accompagner l'escadre était

dans l'air du temps et une préoccupation partagée aussi bien par les marines japonaise, américaine ou britannique.

Le 9 mai 1921, l'amiral Grasset demanda au STCAN d'étudier les plans d'un sous-marin d'escadre capable de filer à 25 nœuds en surface, un rayon d'action de 3 à 4000 miles nautiques à 10-12 nœuds, 12 tubes lance torpilles avec 12 torpilles de réserve et un canon de 100mm. Un projet modeste à comparer avec le projet Normand présenté le 1^{er} août 1921 d'un sous-marin de 5000 tonnes armé de six canons de 305mm en deux tourelles triples ou de 240mm avec quatre avions.

Le projet fût lancé à l'automne 1921, deux études étant menées en parallèle : un sous-marin d'escadre de 25 nœuds et un sous-marin de bombardement. Cela aboutit en pratique à quatre projets immatriculés G (2850 tonnes 12 tubes lance-torpilles et 25 nœuds), H (un canon de 190mm), I (un canon de 240mm) et J (un canon de 305mm).

Parallèlement aux études, on s'intéressa au futur emploi de ces navires dont le nombre oscilla entre 8 et 20 avant de stabiliser à 16. Ils devaient principalement opérer dans l'Atlantique et dans l'Océan Indien pour notamment protéger les lignes de communication entre la Métropole et l'Empire.

En 1924, le nombre de croiseurs sous-marins ou de sous-marins de croisière tomba à six puis à quatre unités. La réalisation d'un sous-marin d'escadre pouvant filer à 25 nœuds étant provisoirement abandonné faute de moteurs suffisamment puissants.

La genèse du Surcouf (projet Q) commença au printemps 1926 et le 14 mai 1926 les spécifications du projet Q-5 sont transmis par le STCAN à l'état major de la Marine. Le projet est examiné par le Conseil Supérieur de la Marine le 17 juillet 1926 et approuvé à l'unanimité. Son financement est acquis dans la tranche 1926 votée le 4 août. Un deuxième sous-marin aurait dû être financé à la tranche 1927 mais il fût finalement remplacé par cinq Pascal et un Saphir.

Plusieurs noms furent envisagés pour ce sous-marin canonnière : Le Tonnant, La Licorne et Le Dragon mais en 1927 on fêtait le centenaire de la mort de Robert Surcouf, le grand corsaire malouin et Georges Leygues ministre de la marine décida de baptiser le Q-5 Surcouf.

Le traité de Washington de 1922 a instauré des limites strictes pour les déplacements et les calibres d'artillerie des bâtiments de ligne et des croiseurs. Mais aucun accord n'a été trouvé pour les bâtiments légers (torpilleurs, contre-torpilleurs ou destroyers, frégates) ni pour les sous-marins. Aussi, pour assurer sa sécurité et celle de son empire, la France a entrepris la construction d'une importante flotte sous-marine (79 unités en 1939). Le *Surcouf* devait être le premier d'une série de trois croiseurs sous-marins mais il n'en a été que l'unique exemplaire. Le traité de Londres autorisait la France à conserver le Surcouf (alors encore en essais) mais ne pouvaient ensuite construire des sous-marins dépassant 2800 tonnes avec des canons de 155mm comme artillerie principale.

Ses missions sont :

- Assurer le contact avec les colonies ;
- Chercher et détruire les flottes ennemies en collaboration avec les escadres ;
- Mener une guerre de course contre les convois ennemis.

Le *Surcouf* était armé d'une tourelle double de 203 mm, calibre identique à celui de l'artillerie d'un croiseur lourd (c'est pourquoi il a été appelé « *croiseur sous-marin* »), approvisionnée à 600 coups. Pour le réglage de ses tirs et l'observation, le *Surcouf* embarquait un hydravion Marcel Besson MB-411 rangé dans un hangar étanche formant la partie arrière du kiosque. Cependant l'hydravion ne peut être logé dans son hangar qu'après démontage des ailes et des flotteurs, ce qui en diminue l'efficacité opérationnelle. Son armement antiaérien était constitué par deux canons de 37 mm. Il était équipé de 10 tubes lance-torpilles, dont 4 tubes de 550 mm rechargeables à l'avant décalés de 2° sur l'axe — modèle 1917 additionné de 2 tourelles triples OSD 1925 situées à l'extérieur sur l'arrière du navire (composées chacune d'un tube de Ø 550 mm et 2 tubes de Ø 400 mm) avec 12 torpilles (huit de 550 mm et quatre de 400 mm) de réserve.

Il transportait également un canot à moteur de 5 mètres, pour arraisonner les navires, et disposait d'un poste d'équipage pouvant loger 40 passagers ou prisonniers.

Sa profondeur maximale de sécurité était de 80 mètres, mais il pouvait atteindre 110 mètres sans déformation notable de sa coque épaisse ; sa profondeur de flambement était estimée autour de 178 mètres, sa profondeur d'écrasement calculée pour 491 mètres.

Son premier commandant fut le capitaine de frégate Raymond de Belot.

Bâtiment exceptionnel pour son époque, le *Surcouf* a rencontré de nombreux problèmes de mise au point, notamment d'étanchéité de sa tourelle d'artillerie, de stabilité, ou souffrait encore de moteurs électriques défectueux et a coûté, au retour de la croisière de 1932, 86 953 000 francs soit près du double du devis initial. Il a été contraint à une refonte à Brest en 1936/1937.

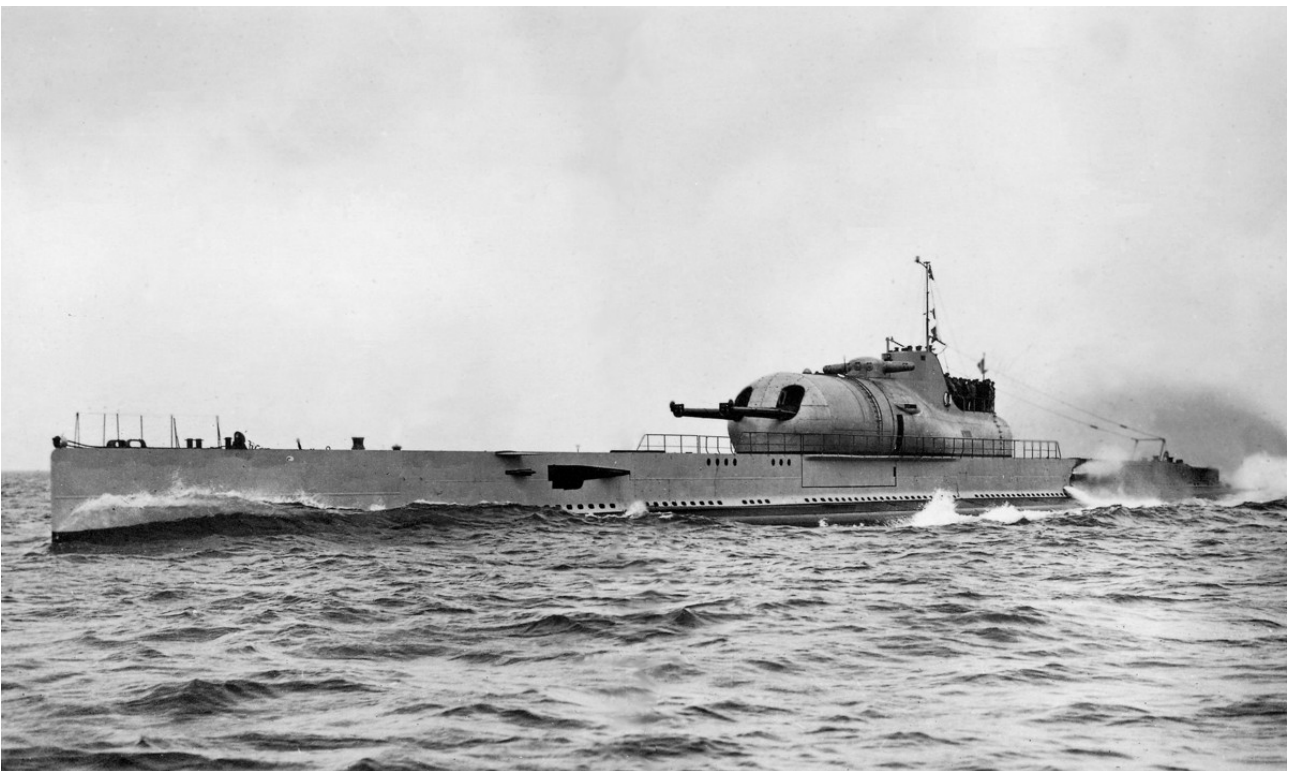
Le *Surcouf* était un prototype et c'était la première fois qu'un sous-marin était équipé d'une tourelle double de 203 mm. Aussi il souffrait de plusieurs handicaps dans l'utilisation de son artillerie, même si certains ont été corrigés au cours de sa courte carrière opérationnelle. Compte tenu de la hauteur de commandement du télémètre — c'est-à-dire sa hauteur au-dessus de l'eau —, la portée pratique de tir est de 12 000 mètres avec le télémètre, ou de 16 000 mètres avec l'observation avec le périscope de secours, nettement en deçà des possibilités des canons dont la portée maximale atteint 26 000 mètres.

L'utilisation de son artillerie par le *Surcouf* est en outre contrainte par d'autres inconvénients :

- la durée écoulée entre l'ordre d'émersion et le premier coup est de 3 min 35 s. Cette durée peut être plus longue car si le navire doit tirer plein travers, il lui faut attendre d'être en surface avant de pouvoir orienter sa tourelle ;
- il a l'obligation de tirer au passage, c'est-à-dire quand le navire passe à l'horizontale lors des mouvements de tangage et de roulis ;
- il lui est impossible de pointer latéralement la tourelle si le roulis dépasse 8° ;

- le *Surcouf* n'est pas équipé pour tirer de nuit et ne peut donc observer seul les résultats de son tir ;
- la disposition des soutes, des monte-charges et de la chambre de tir ne permettait pas un approvisionnement en continu des gargousses et obus, mais on devait attendre que les 14 salves en parc dans la tourelle aient été tirées pour réapprovisionner.

Pour remplacer son hydravion dont la mise en œuvre était très contraignante et l'emploi limité, le gyroplane Dorand G.20 aurait dû être embarqué à bord du *Surcouf*, mais le croiseur sous-marin fut perdu avant que cet appareil expérimental ait volé.



18 novembre 1941 : fin de l'opération Flipper (Libye).

L'opération *Flipper* (également appelée raid contre Rommel) est une opération commando britannique menée pendant la Seconde Guerre mondiale par les hommes du n°11 (Scottish) Commando.

Ce raid avait pour objectif de décapiter l'*Afrika Korps* à la veille de l'offensive décisive connue sous le nom d'opération *Crusader*, en attaquant le poste de commandement de Rommel à Beda Littoria, dans la nuit du 17 au 18 novembre 1941.

L'opération échoua car Rommel avait quitté le QG quelques semaines plus tôt et la quasi-

totalité (exceptés deux) des commandos débarqués ont été tués ou capturés. Un membre des *Special Boat Service*, qui avait pré-sécurisé la plage pour le débarquement des commandos, parvint également à s'échapper.

18 novembre 1955 : Mohammed V, Compagnon de la Libération, annonce au peuple marocain son indépendance.